

Afin de favoriser le développement des contrats collectifs (prévoyance, santé retraite épargne), le législateur a prévu des régimes fiscaux et sociaux privilégiés pour les cotisations versées par l'entreprise.

Aux termes de l'article L. 242-1 6^{ème} alinéa du CSS, les prestations de retraite supplémentaire et de prévoyance complémentaire doivent, pour ouvrir droit à l'exclusion d'assiette, revêtir "un caractère collectif et obligatoire déterminé dans le cadre d'une des procédures mentionnées à l'article L. 911-1 du même code".

Ainsi, lesdites cotisations sont, dans certaines limites, déductibles du résultat de la société (fiscales) et exonérées d'une partie des charges sociales.

La Loi Fillon du 21 août 2003, portant réforme des retraites, a modifié les règles d'exonération sociale et de déductibilité fiscale des cotisations au titre de la prévoyance et de la complémentaire santé d'une part et de la retraite supplémentaire d'autre part. Ces nouvelles règles s'appliquent à tout contrat collectif depuis le 1^{er} janvier 2009, quelle que soit sa date de mise en place.

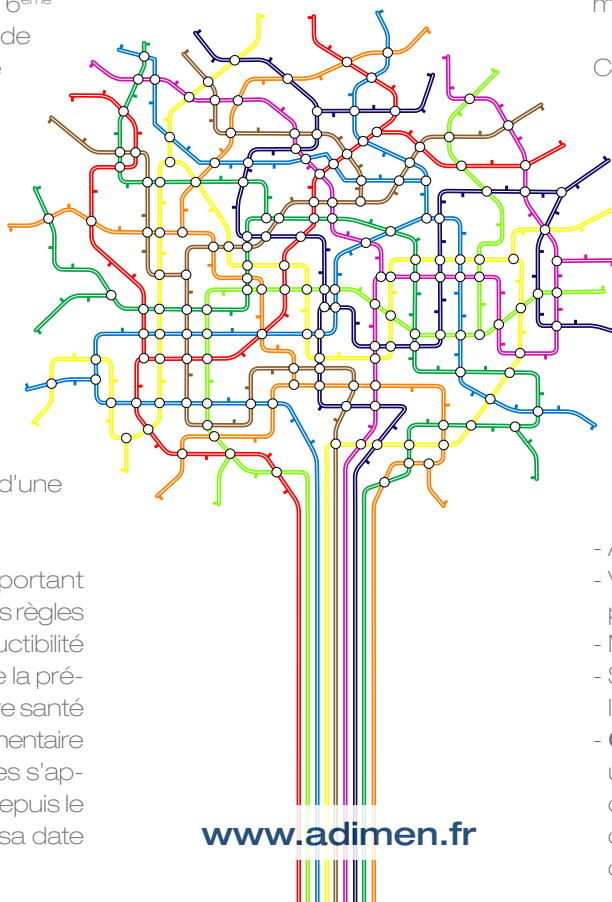
Pour bénéficier de ces exonérations, la mise en place de ces contrats se doit de respecter un formalisme très strict, et ce, sous peine de remise en cause immédiate et rétroactive (3 ans) des avantages sociaux et fiscaux octroyés.

Ces bénéfices fiscaux et sociaux très privilégiés sont réservés aux contrats conformes (collectifs, obligatoires, responsables et solidaires) à la réglementation en vigueur (respect de loi Evin, loi du 8 août 1994, Circulaire 30 janvier 2009, Décret du 9 janvier 2012, Arrêté du 26 mars 2012...).

Conséquence directe de la réforme des retraites, des politiques publiques de réductions des déficits sociaux et des réformes fiscales, l'environnement juridique, social et fiscal des contrats collectifs de mutuelle et de prévoyance en entreprise sont soumis à des changements permanents obligeant les entreprises à vérifier périodiquement la conformité de ces régimes de protection sociale complémentaire.

Notre activité consiste donc à :

- Analyser lesdits contrats
- Vérifier que le formalisme de mise en place a été scrupuleusement respecté
- Mettre en place les recommandations
- Suivre les évolutions réglementaire et législative (veille juridique, abonnement)
- **Garantir une obligation de résultat**, un engagement de prise en charge pécuniaire de tout redressement URSSAF qui interviendrait suite à notre mission de conseil.



www.adimen.fr